

Réduire le coût des Incapacités de travail ? Ce n'est pas le travailleur malade qui doit payer !

Le gouvernement Michel cherche toujours 3,2 milliards d'euros et les mesures envisagées jusqu'ici, particulièrement les restrictions en matière d'incapacité de travail sont de plus en plus présentées comme la solution magique. Pour Solidararis, il est grand temps de prendre en compte les études fiables sur le sujet au risque de voir nos dirigeants se lancer aveuglément dans des mesures politiques basées sur des fantasmes. De manière plus large, les citoyens ne peuvent pas subir indéfiniment le fléau de l'anxiété ambiante. Pour Solidararis, c'est un problème sociétal qu'il faut résoudre, dès maintenant, sur base de faits.

Le pourcentage des gens souffrant de stress au travail augmente sans arrêt, tout comme les dépenses pour incapacité de travail. Actuellement, le débat sur l'incapacité de travail – c'est-à-dire les absences pour maladie de plus d'un mois et de moins d'un an – occupe une place considérable sur la place publique, notamment parce que les dépenses dans ce secteur explosent. En 2015, elles étaient d'1,7 milliard €. C'est-à-dire deux fois plus qu'il y a dix ans.

Face à cette problématique de taille, les idées reçues sur le sujet sont légion, avec pour conséquence un clivage des citoyens : d'une part ceux qui travaillent, d'autre part ceux qui ne le peuvent pas pour raison médicale. Afin de lutter contre la désinformation et les stéréotypes pouvant entraîner des prises de décision anti sociales, Solidararis plaide pour que ce sujet d'intérêt général soit abordé de façon globale et pas uniquement économique. Des études existent sur ce que les gens vivent, ressentent et sur ce qu'ils attendent comme changements structurels. Voici un tour d'horizon des principaux constats et recommandations :

La confiance dans la société sous forte pression

Tous les Thermomètres Solidararis le confirment : la confiance dans l'avenir et dans les différents acteurs de la société sont des déterminants du bien-être. Or, le rapport à la société, à la citoyenneté et à l'image des autres a complètement changé, comme le souligne le "Baromètre Confiance et bien-être" de Solidararis (sept. 2015). De nos jours, les individus se retrouvent "seuls", sans appartenance ; tout se passe comme si la société avait disparu. Ainsi, plus de la moitié des personnes interrogées n'ont pas le sentiment d'être écoutées et prises en compte. Quant à la sécurité sociale, seules trois personnes sur dix pensent qu'elle va davantage nous protéger à l'avenir. La démocratie en prend aussi pour son grade : plus d'une personne sur deux pense qu'elle ne fonctionne pas comme il faut. Dernier constat, pour plus de sept personnes sur dix, la société actuelle donne de moins en moins l'envie de "vivre ensemble". Or, tous les anthropologues confirment que pour qu'il y ait croissance il faut qu'il y ait confiance et pour qu'il y ait confiance il faut qu'il y ait une société qui favorise le vivre ensemble.

Une société anxieuse, et c'est la santé psychique des Belges qui trinque !

Pour trois quarts des individus, l'avenir est sombre. L'inquiétude est partout : l'environnement, la finance, l'emploi... Ce stress ambiant fragilise fortement les citoyens et leur santé psychique. 23% de la population est en dépression et parmi ces personnes, presque une sur dix est en état de souffrance profonde. Le pourcentage des personnes souffrant de stress au travail n'est pas stable. Les troubles psychiques représentent une des principales causes d'arrêt maladie et d'entrée en invalidité. Tels sont les résultats de l'étude de Solidararis "Le moral des Belges : après l'anxiété, une soif d'espoir" (juin 2012). Le "Baromètre Confiance et Bien-être" est tout aussi clair : les gens ne

vont pas bien. 40% des personnes interrogées craignent de faire un burnout. Trois personnes sur dix sont en souffrance psychique (anxiété, angoisse, dépression) et une personne sur trois est en état de stress important. La dernière étude en date de Solidararis "L'incapacité de travail : briser les idées reçues !" (mars 2016), précise également que près de la moitié de la population en incapacité de travail s'est vu délivrer au moins une boîte d'antidépresseurs/antipsychotiques en 2012 contre 14% de la population qui n'est pas en incapacité de travail. Autrement dit, une personne sur dix en Belgique consomme des antidépresseurs et/ou des antipsychotiques.

Les idées reçues ont la vie dure

Malgré ces faits, certains stéréotypes sont forts répandus dans l'opinion. Dans l'étude de Solidararis "L'incapacité de travail : briser les idées reçues !" (mars 2016), quatre d'entre eux sont balayés :

1. « Les dépenses d'incapacité de travail explosent car une part de plus en plus importante des travailleurs sont absents pour raison de maladie » : FAUX.
2. « Une grande partie des personnes en « congé de maladie » sont en réalité parfaitement en état de travailler » : FAUX.
3. « Etre en congé de maladie, c'est confortable » : FAUX.
4. « Les personnes en incapacité de travail ne font pas suffisamment d'efforts pour réintégrer leur emploi » : FAUX

Comment tendre vers un avenir meilleur ?

Pour Michel Jadot et Jean-Pascal Labille Président et Secrétaire Général de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, "Regarder par le bout de la lorgnette les mutations sociétales que nous vivons ne poussera pas notre société vers une amélioration des conditions de vie des citoyens mais bien vers une rupture de la solidarité.". En effet, les réponses face au phénomène de l'augmentation des personnes en incapacité de travail ne doivent pas être abordées uniquement par le prisme budgétaire mais bien à la lumière de toutes les données disponibles et dans un but réel de se soucier des personnes. "Il faut absolument que le pouvoir politique reprenne contact avec les gens, qu'il comprenne les réalités actuelles de chacun, afin que la société retrouve la confiance et que la solidarité revienne. Aujourd'hui, trop de personnes sont fustigées, condamnées sur de fausses bases, abandonnées à leur triste sort alors que, précisément, elles ont besoin d'aide pour repartir de l'avant. De la sorte, nous allons droit dans le mur. Or, nous avons tout à gagner en rassemblant chacun autour d'un projet positif qui commence par le respect de chaque citoyen dans sa condition. Ce n'est pas le travailleur qui doit payer, c'est la société qu'il faut soigner."

CONTACT PRESSE

Claire Huysegoms, Porte-parole de Solidararis, 0479 61 67 81, claire.huysegoms@solidaris.be